



**« Inquiets, Allemands et Français veulent limiter
la souveraineté budgétaire de leur pays »**

Par Jean Quatremer

(Couloises de Bruxelles, blog de liberation.fr, 1^{er} février 2011)

86 % des Français et 80 % des Allemands sont « plutôt inquiets » (respectivement 52 et 49 %) ou « très inquiets » (35 et 31 %) de la dégradation de leurs finances publiques. 63 % des Français, contre 46 % des Allemands, pensent même que leur pays pourrait connaître les mêmes problèmes que la Grèce et l'Irlande... Un sentiment d'urgence qui ressort d'un sondage IFOP commandé conjointement par la Fondation Jean Jaurès et la Friedrich Ebert Stiftung (et qui sera disponible sur leur site respectif jeudi).

Face à cette crise de l'endettement, 65 % contre 31 % des Français et 78 % contre 22 % des Allemands sont favorables à une validation des projets de budgets par la Commission européenne avant qu'ils ne soient présentés aux Parlements nationaux. En revanche, si 65 % des Français sont favorables à une meilleure coordination des politiques économiques, ils ne sont que 44 % en Allemagne, comprennent qui pourra. De même, il y a un assez large accord des deux côtés des rives du Rhin pour que **la priorité soit donnée à la réduction des dépenses publiques (60 % des Français, 50 % des Allemands), l'augmentation des impôts étant massivement rejetée (8 % des Français et 9 % des Allemands seulement sont pour)** sauf pour les plus fortunés (54 % contre 32 % des Français et 50 % contre 31 % des Allemands). Voilà de quoi remettre certaines idées en place sur la soi-disant tolérance française à l'impôt.

Face à la crise de la zone euro, les différences entre les deux rives du Rhin sont marquées : alors que 69 % des Français approuvent l'aide financière apportée à la Grèce et à l'Irlande, ils ne sont que 47 % en Allemagne, soit une différence de 22 points ! De même, si 92 % des Allemands estiment que le plan de rigueur imposé aux pays aidés n'est que justice, ils ne sont « que » 75 % en France. En revanche, les deux peuples se retrouvent pour juger que les banques sont responsables de la crise financière et économique (92 % des Français et 88 % des Allemands), ce qui ouvre un champ d'action politique aux gouvernements.

Si Allemands (62 % contre 38 %) et Français (64 % contre 36 %) estiment que l'appartenance à la zone euro est une bonne chose, 37 % des premiers souhaitent aller jusqu'à un retour au mark alors que seulement 22 % des seconds veulent retrouver le franc, ce qui confirme les sondages déjà réalisés sur le sujet. La politique monétaire de la Banque centrale européenne est assez largement approuvée : 69 % des Allemands et 49 % des Français (les femmes, les milieux populaires et... l'extrême gauche, en particulier) estiment que priorité doit être donnée à la lutte contre l'inflation sur la croissance économique.

Bref, même s'il ne s'agit que d'un sondage, il confirme l'attachement des deux pays à l'euro et à l'Union européenne, ainsi qu'à la poursuite de l'intégration communautaire. En revanche, les Allemands, qui ont l'impression de payer pour les autres, se montrent bien moins solidaires que les Français.

Sondage IFOP réalisé par internet du 3 au 9 décembre 2010 sur un échantillon national représentatif de 809 personnes en France et de 801 personnes en Allemagne.